RCS : VILLEFRANCHE - TARARE
Code greffe : 6903

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VILLEFRANCHE - TARARE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1994 B 00255
Numéro SIREN : 399 144 971
Nom ou dénomination : ABAC INGENIERIE

Ce dépôt a été enregistré le 08/08/2014 sous le numéro de dépôt A2014/001849

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
VILLEFRANCHE - TARARE

281875

Dénomination : ABAC INGENIERIE
Adresse : 241 rue Victor Hugo 69400 Villefranche-sur-saone - FRANCE-

n° de gestion : 1994B00255
n° d'identification : 399 144 971

n° de dépôt : A2014/001849
Date du dépôt : 08/08/2014

Pièce : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 04/06/2014

281875

94 B 255

ABAC INGENIERIE
Société par Actions Simplifiée au capital de 80.260 €uros
Siège social : 241 Rue Victor Hugo
69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE

399 144 971 RCS VILLEFRANCHE TARARE

Déposé au Greffe
du Tribunal de Commerce
de VILLEFRANCHE-TARARE
le 28 AOUT 2014
sous le n° 2014/1849

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 4 JUIN 2014

L'An Deux Mil Quatorze
Et le Quatre Juin à Dix Heures Trente

Les actionnaires de la société **ABAC INGENIERIE,** Société par Actions Simplifiée au capital de 80.260 €uros, divisé en 4.013 actions de 20 €uros chacune, se sont réunis au siège social 241 rue Victor Hugo – 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE, en Assemblée Générale Extraordinaire, sur convocation du Président, effectuée par courrier recommandé avec demande d'avis de réception en date du 15 Mai 2014.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance, tant en son nom qu'en qualité de mandataire.

L'Assemblée est présidée par **Monsieur Frank CORNATON,** en sa qualité de Président.

Monsieur Christophe BARRIER et Monsieur Jean-Michel VORGER, actionnaires représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Maître Christine RAPPAZ est désignée comme secrétaire.

Assistent également à la présente assemblée Monsieur René ROCHE, commissaire aux comptes et Monsieur Jean jacques BERTRAND, commissaire aux apports.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 4.013 actions sur les 4.013 actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée, réunissant plus des deux tiers des actions ayant droit de vote, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- les justificatifs des convocations régulières des associés,
- la feuille de présence et la liste des associés,
- le rapport du Président,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- le texte des résolutions soumises au vote de l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport du Président relatif à la conversion d'action de droits particuliers visé à l'article L.225-129 du Code de Commerce,

- Lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes relatif à la conversion d'action de droits particuliers visé à l'article L.225-129 du Code de Commerce,

- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux avantages particuliers relatif à l'émission d'actions de droits particuliers visé à l'article L.228-13 al 3 du Code de Commerce,

- Autorisation de créer des actions de préférence par conversion d'actions ordinaires,

-Modifications statutaires subséquentes,

- Pouvoirs à donner,

- Questions diverses.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

1 – Autorisation de créer des actions à droit particulier de catégorie « B » et de catégorie « C » par conversion d'actions ordinaires

Monsieur le Président expose ensuite les raisons qui ont conduit au projet de conversion d'actions ordinaires en actions à droits particuliers et qui figurent au rapport de ce dernier.

Il est mis aux voix la résolution suivante :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

- du rapport du Président,

- du rapport de Monsieur Jean-Jacques BERTRAND, Commissaire aux apports chargé d'apprécier les avantages particuliers, nommé par décision unanime des associés en date du 15 Janvier 2014 conformément aux dispositions des Articles L.228-15 et L 225-147 du Code de commerce relatif aux avantages particuliers,

-°du rapport de Monsieur René ROCHE, Commissaire aux comptes de la Société, relatif à l'incidence de l'opération sur la situation des titulaires de titres de capital (à l'exclusion de tout

avis sur modalités de calcul du rapport de conversion, les actions étant converties sur la base de 1 pour 1) visé à l'article L.225-129 du Code de Commerce,

après en avoir délibéré, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

décide de convertir :

- les 804 actions ordinaires détenues par **les associés minoritaires personnes physiques**, savoir Monsieur Christophe BARRIER (à hauteur de 402 actions) et Monsieur Jean-Michel VORGER (à hauteur de 402 actions), en 804 actions à droits particuliers dites actions de catégorie « B », étant précisé que ces actions de préférence « B » porteront jouissance à compter de la date de la présente assemblée et jouiront en particulier des mêmes droits que les actions ordinaires sous réserve des droits particuliers ci-après énoncés.

- les 3.209 actions ordinaires détenues par **l'associée majoritaire personne morale**, la Société HOMAE (RCS LYON 749 990 594), en 3.209 actions à droits particuliers dites actions de catégorie « C », étant précisé que ces actions de préférence « C » porteront jouissance à compter de la date de la présente assemblée et jouiront en particulier des mêmes droits que les actions ordinaires sous réserve des droits particuliers ci-après énoncés.

Ainsi, le capital social de notre Société est réparti ainsi qu'il suit :

	Nom Adresse	Nombre D'actions	Nombre de Voix	%
1)	**Société HOMAE** 1 Boulevard Marius Vivier Merle 69003 LYON	3.209 Catégorie C	3.209	79,96%
2)	**Christophe BARRIER** **90 Rue du Moulin à Vent Lot 8** 42300 ROANNE	402 Catégorie B	402	10,017%
3)	**Jean-Michel VORGER** **Les Avanchers** 73260 VALMOREL	402 Catégorie B	402	10,017%

L'Assemblée générale décide de fixer les caractéristiques des actions à droits particuliers de catégorie « B » et « C » comme suit :

CARACTERISTIQUES DES ACTIONS DE CATEGORIE « B »

1 – Affectation et répartition des bénéfices

Chaque action **de catégorie « B »** à droits particuliers donnera lieu, pour la première fois, au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2015, et uniquement au titre de ces deux Assemblées Générales Ordinaires Annuelles, à une limitation du droit à dividendes comme suit :

- a) Le montant brut de dividendes versé au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le **31 décembre 2014**, prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice (ligne DI du bilan passif de la liasse fiscale), complété éventuellement par le prélèvement sur les bénéfices des exercices antérieurs, des réserves et des primes d'émission ou d'apport (lignes DB, DE, DF du

bilan passif de la liasse fiscale) sera limité pour les 804 actions à droits particuliers concernés aux droits financiers correspondant à 402 actions, savoir limité à 201 actions pour chaque associé minoritaire personne physique étant précisé que le dividende brut par action sera calculé sur une base de 4013 actions (3611 revenant à HOMAE comme il est dit ci-avant en raison de la création d'action de préférence de catégorie « C » dans les conditions ci-après définies et 402 revenant aux associés minoritaires personnes physique).

➢ b) Le montant brut de dividendes versé au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le **31 décembre 2015** prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice (ligne DI du bilan passif de la liasse fiscale), complété éventuellement par le prélèvement sur les bénéfices des exercices antérieurs, des réserves et des primes d'émission ou d'apport (lignes DB, DE, DF du bilan passif de la liasse fiscale) sera déterminé comme suit :

- **Hypothèse n° 1 :**

  Si le cumul des dividendes bruts versés à titre exceptionnel en date du 15 Janvier 2014,

  et des dividendes bruts versés au titre des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 avec limitation des droits financiers (ci-après « ***le cumul de dividendes théorique*** »)

  est supérieur ou égal au cumul des dividendes bruts qui auraient été versés au titre des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 si aucune limitation des droits financiers n'avait été réalisée, (ci-après, « ***le cumul de dividende minimum garanti*** »)

  alors, le montant brut de dividende versé au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le **31 décembre 2015** sera limité pour les 804 actions à droits particuliers concernés,

  aux droits financiers correspondant à 402 actions, savoir limité à 201 actions pour chaque associé minoritaire personne physique, le dividende brut par action étant calculé sur une base de 4013 actions en raison de la création d'action de catégorie « C » comme il est dit ci-avant (point a).

- **Hypothèse n° 2 :**

  Si le cumul des dividendes bruts versés à titre exceptionnel en date du 15 Janvier 2014,

  et des dividendes bruts versés au titre des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 avec limitation des droits financiers

  est inférieur au cumul des dividendes bruts qui auraient été versés au titre des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 si aucune limitation des droits financiers n'avait été réalisée, (ci-après, « ***le cumul de dividende minimum garanti*** »)

  alors, le montant brut de dividende versé au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le **31 décembre 2015** sera :

* limité pour les 804 actions à droits particuliers concernés aux droits financiers correspondant à 402 actions, savoir limité à 201 actions pour chaque associé minoritaire personne physique le dividende brut par action étant calculé sur une base de 4013 actions en raison de la création d'action de catégorie « C » comme il est dit ci-avant (point a)

* puis augmenté, à titre de dividende complémentaire, lequel reviendra exclusivement aux associés personne physique minoritaires, - à l'exclusion de l'associé majoritaire personne morale, la Société HOMAE - (ci-après « **le dividende complémentaire réservé** »), de la différence positive entre ***le cumul de dividendes minimum garanti*** et le ***cumul de dividendes théorique***,). Il est précisé que toute différence négative entre le ***cumul de dividendes minimum garanti*** et le ***cumul de dividendes théorique*** ne donnera lieu à aucune régularisation en défaveur des associés minoritaires personnes physiques.

Ainsi, dans cette hypothèse n° 2 deux résolutions devront être prises au titre de la distribution des dividendes dans le cadre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 Décembre 2015, savoir :

- Une statuant sur la distribution brute selon la nouvelle répartition des droits financiers résultant de la création des actions de catégorie « B » et de catégorie « C » et,

- Une statuant sur la différence entre ***le cumul de dividendes minimum garanti*** et le ***cumul de dividendes théorique*** et sur la nécessité d'attribuer un ***dividende complémentaire réservé*** aux associés minoritaires personnes physiques. Dans l'hypothèse où un dividende complémentaire réservé devrait être attribué aux associés minoritaire personne physique, il sera voté une distribution brute supplémentaire totale égale à la différence positive entre ***le cumul de dividendes minimum garanti*** et le ***cumul de dividendes théorique.***

Cette limitation des droits financiers est stipulée de façon temporaire et ponctuelle pour les distributions de dividendes intervenant lors des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et sur les comptes clos le 31 décembre 2015 **à l'exception de toute distribution exceptionnelle et tout droit au boni de liquidation.**

Il est expressément précisé, à toutes fins utiles, que les dividendes versés lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2013 ne sont pas concernés par la limitation des droits financiers ci-avant énoncée.

En d'autres termes, à l'exception des distributions de dividendes intervenant lors des assemblées générales ordinaire annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et sur les comptes clos le 31 décembre 2015, les actions à droits particuliers disposeront des mêmes droits à dividende que les actions ordinaires.

Ces actions à droits particuliers sont créées de façon temporaire et ponctuelle pour une durée déterminée qui viendra à expiration le **30 septembre 2016**, sans que cette limitation de durée ne puisse porter atteinte au paiement effectif des dividendes avec limitation des droits financiers intervenant après cette date d'expiration si la mise en distribution desdits dividendes a été décidée antérieurement.

A l'expiration de cette durée, les actions de préférence seront automatiquement converties en actions ordinaires à raison d'UNE (1) action à droit particuliers pour UNE (1) action ordinaire.

2 – Augmentation de capital

En cas d'augmentation de capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, les actions nouvelles obtenues par l'exercice de droits ou de bons de souscription attachés aux actions à droits particuliers dites actions de catégorie "B" seront des actions à droits particuliers de **catégorie "B".**

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, les actions attribuées en vertu des droits attachés aux actions à droits particuliers de **catégorie "B"** seront elles-mêmes des actions de **catégorie "B"** avec tous les droits particuliers qui y sont attachés.

3 – Transmission des actions

La **cession d'actions à droits particuliers de catégorie "B"**, entre vifs, à quelque titre, sous quelque forme et au profit de quelque personne que ce soit, s'effectue conformément et dans le strict respect des dispositions des articles 13 à 14 des présents statuts.

Tout transfert d'actions à droits particuliers de **catégorie "B"** à un actionnaire titulaire d'actions de catégorie "A" ou à un tiers non actionnaire entraîne le déclassement des actions cédées, qui entrent alors de plein droit dans la catégorie des actions ordinaires dites de **catégorie "A".**

4 – Assemblées générales – Décision collective des actionnaires

Les droits attachés à ces actions à droits particuliers dites de catégorie "B" ne pourront être modifiées ou supprimées, y compris par suite de modifications ou d'amortissement du capital social, comme en cas de fusion ou scission de la Société, que par une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, avec ratification préalable par les actionnaires propriétaires des actions à droits particuliers de catégorie B lesquels seront réunis en Assemblée spéciale.

L'assemblée spéciale sera convoquée et délibérera dans les mêmes conditions de quorum et de majorité que les assemblées générales extraordinaires et conformément à la loi. Le premier représentant (président de l'assemblée) sera désigné par la première assemblée générale des titulaires d'action à droits particuliers. Chaque action à droits particuliers donne droit à une voix.

CARACTERISTIQUES DES ACTIONS DE CATEGORIE « C »

1 – Affectation et répartition des bénéfices

Chaque action **de catégorie « C »** à droits particuliers donnerait lieu, pour la première fois, au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2015, et uniquement au titre de ces deux Assemblées Générales Ordinaires Annuelles, à une augmentation du droit à dividendes comme suit :

- a) Le montant brut de dividendes versé au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le **31 décembre 2014** et sur les comptes clos le **31 décembre 2015**, prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice (ligne DI du bilan passif de la liasse fiscale), complété éventuellement par le prélèvement sur les bénéfices des exercices antérieurs, des réserves et des primes d'émission ou d'apport (lignes DB, DE, DF du bilan passif de la liasse fiscale) , sera relué

pour les 3.209 actions à droits particuliers concernés aux droits financiers correspondant à 3.611 actions, étant précisé que le dividende brut par action sera calculé sur une base de 4013 actions (3611 revenant à HOMAE comme résultant de la création d'action de préférence de catégorie « C » et 402 revenant aux associés minoritaires personnes physique résultant de la création d'action de catégorie « B »).

Cette augmentation des droits financiers est stipulée de façon temporaire et ponctuelle pour les distributions de dividendes intervenant lors des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et sur les comptes clos le 31 décembre 2015 **à l'exception de toute distribution exceptionnelle et tout droit au boni de liquidation.**

Il est expressément précisé, à toutes fins utiles, que les dividendes versés lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2013 ne sont pas concernés par l'augmentation des droits financiers ci-avant énoncée.
En d'autres termes, à l'exception des distributions de dividendes intervenant lors des assemblées générales ordinaire annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et sur les comptes clos le 31 décembre 2015, les actions à droits particuliers disposeront des mêmes droits à dividende que les actions ordinaires.

Ces actions à droits particuliers sont créées de façon temporaire et ponctuelle pour une durée déterminée qui viendra à expiration le **30 septembre 2016**, sans que cette limitation de durée ne puisse porter atteinte au paiement effectif des dividendes avec limitation des droits financiers intervenant après cette date d'expiration si la mise en distribution desdits dividendes a été décidée antérieurement.

A l'expiration de cette durée, les actions de préférence seront automatiquement converties en actions ordinaires à raison d'UNE (1) action à droit particuliers pour UNE (1) action ordinaire.

Les autres caractéristiques des actions à droit particuliers de catégorie « C » sont identiques à celles précisées ci-avant pour les actions à droit particuliers de catégorie « B », le « B » étant remplacé par le « C », visées aux points :

- 2 – Augmentation de capital
- 3 – Transmission des actions
- 4 – Assemblées générales – Décision collective des actionnaires

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité étant précisé que conformément à l'alinéa 2 de l'article L. 228-15 du Code de commerce dernière phrase, l'ensemble des associés ont pris part au vote en ce que l'ensemble des actions font l'objet d'une conversion en actions de préférence.

2 – MODIFICATIONS STATUTAIRES SUBSEQUENTES :

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, en conséquence de ce qui précède, décide de modifier les Articles 7, 8, 13, 14 et 28 des statuts ainsi qu'il suit :

Article 7 : CAPITAL SOCIAL

L'article 7 est dorénavant rédigé comme suit :

Le capital de la société est ainsi fixé à quatre vingt mille deux cent soixante euros (80.260 €). Il est divisé en 4.013 actions de 20 euros chacune, entièrement libérées et toutes de même rang, à l'exception de la création d'actions à droits particuliers de catégorie « B » et « C ».

Article 8 : AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Il est ajouté à la fin de l'article 8 les dispositions suivantes :

« Dispositions spécifiques aux actions de préférence :

En cas d'augmentation de capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, les actions nouvelles obtenues par l'exercice de droits ou de bons de souscription attachés aux actions à droits particuliers dites actions de ***catégorie "B"*** *seront des actions à droits particuliers de* ***catégorie "B" et*** *les actions nouvelles obtenues par l'exercice de droits ou de bons de souscription attachés aux actions à droits particuliers dites actions de* ***catégorie "C"*** *seront des actions à droits particuliers de* ***catégorie "C" ;***

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, les actions attribuées en vertu des droits attachés aux actions à droits particuliers de ***catégorie "B"*** *seront elles-mêmes des actions de* ***catégorie "B"*** *avec tous les droits particuliers qui y sont attachés et les actions attribuées en vertu des droits attachés aux actions à droits particuliers de* ***catégorie "C"*** *seront elles-mêmes des actions de* ***catégorie "C"*** *avec tous les droits particuliers qui y sont attachés. »*

Le reste de l'article demeure inchangé.

Article 13 : CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

Il est ajouté à la fin de l'article 13 les dispositions suivantes :

« Dispositions spécifiques aux actions de préférence :

La ***cession d'actions à droits particuliers de catégorie*** *"B" et « C », entre vifs, à quelque titre, sous quelque forme et au profit de quelque personne que ce soit, s'effectue conformément et dans le strict respect des dispositions des articles 13 à 14 des présents statuts.*

Tout transfert d'actions à droits particuliers de ***catégorie "B"*** *ou de* ***catégorie « C »*** *à un actionnaire titulaire d'actions de catégorie "A" ou à un tiers non actionnaire entraîne le déclassement des actions cédées, qui entrent alors de plein droit dans la catégorie des actions ordinaires dites de* ***catégorie "A".*** *»*

Le reste de l'article demeure inchangé.

Article 14 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Le point 1 de l'article 14 est dorénavant comme suit :

1. *« Chaque action donne droit, dans les* ***bénéfices distribuables****, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions fixées par les statuts.*

   Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

   Il est expressément précisé que ce point 1 n'est pas applicable au titre des Assemblées générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 Décembre 2014 et le 31 Décembre 2015 en raison de

la création des actions à droits particuliers de catégorie « B » et « C » dont les caractéristiques sont fixées ci-après.

Ces actions à droits particuliers sont converties de façon temporaire et ponctuelle pour les distributions de dividendes intervenant lors des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et sur les comptes clos le 31 décembre 2015 ***à l'exception de toute distribution exceptionnelle et tout droit au boni de liquidation.***

Il est expressément précisé, à toutes fins utiles, que les dividendes versés lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2013 ne sont pas concernés par la modification des droits financiers ci-après énoncée.

En d'autres termes, à l'exception des distributions de dividendes intervenant lors des assemblées générales ordinaire annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et sur les comptes clos le 31 décembre 2015, les actions à droits particuliers disposeront des mêmes droits à dividende que les actions ordinaires.

Ces actions à droits particuliers sont créées pour une durée déterminée qui viendra à expiration le ***30 septembre 2016****, sans que cette limitation de durée ne puisse porter atteinte au paiement effectif des dividendes avec limitation ou relution des droits financiers intervenant après cette date d'expiration si la mise en distribution desdits dividendes a été décidée antérieurement.*

A l'expiration de cette durée, les actions de préférence seront automatiquement converties en actions ordinaires à raison d'UNE (1) action à droit particuliers pour UNE (1) action ordinaire et l'ensemble des dispositions relatives à ces actions de catégorie « B » et « C » seront réputées non écrite dans les statuts.

Droits particuliers des actions de catégorie « B » dans l'affectation et répartition des bénéfices :

Chaque action ***de catégorie « B »*** *à droits particuliers donnera lieu, pour la première fois, au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2015, et uniquement au titre de ces deux Assemblées Générales Ordinaires Annuelles, à une limitation du droit à dividendes comme suit :*

- *a) Le montant brut de dividendes versé au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le* ***31 décembre 2014****, prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice (ligne DI du bilan passif de la liasse fiscale), complété éventuellement par le prélèvement sur les bénéfices des exercices antérieurs, des réserves et des primes d'émission ou d'apport (lignes DB, DE, DF du bilan passif de la liasse fiscale)ou comme il est dit au point c) ci-après, sera limité pour les 804 actions à droits particuliers concernés aux droits financiers correspondant à 402 actions, savoir limité à 201 actions pour chaque associé minoritaire personne physique étant précisé que le dividende brut par action sera calculé sur une base de 4013 actions (3611 revenant à HOMAE comme il est dit ci-avant en raison de la création d'action de préférence de catégorie « C » dans les conditions ci-après définies et 402 revenant aux associés minoritaires personnes physique).*

- *b) Le montant brut de dividendes versé au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le* ***31 décembre 2015*** *prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice (ligne DI du bilan passif de la liasse fiscale), complété éventuellement par le prélèvement sur les bénéfices des exercices antérieurs, des réserves et des primes d'émission ou d'apport (lignes DB, DE, DF du bilan passif de la liasse fiscale) sera déterminé comme suit :*

  - ***Hypothèse n° 1 :***

    Si le cumul des dividendes bruts versés à titre exceptionnel en date du 15 Janvier 2014,

*et des dividendes bruts versés au titre des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 avec limitation des droits financiers (ci-après « **le cumul de dividendes théorique** »)*

***est supérieur ou égal** au cumul des dividendes bruts qui auraient été versés au titre des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 si aucune limitation des droits financiers n'avait été réalisée, (ci-après, « **le cumul de dividende minimum garanti** »)*

***alors,** le montant brut de dividende versé au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le **31 décembre 2015** sera limité pour les 804 actions à droits particuliers concernés,*

aux droits financiers correspondant à 402 actions, savoir limité à 201 actions pour chaque associé minoritaire personne physique, le dividende brut par action étant calculé sur une base de 4013 actions en raison de la création d'action de catégorie « C » comme il est dit ci-avant (point a).

- ***Hypothèse n° 2 :***

***Si** le cumul des dividendes bruts versés à titre exceptionnel en date du 15 Janvier 2014,*

et des dividendes bruts versés au titre des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 avec limitation des droits financiers

***est inférieur** au cumul des dividendes bruts qui auraient été versés au titre des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 si aucune limitation des droits financiers n'avait été réalisée, (ci-après, « **le cumul de dividende minimum garanti** »)*

***alors,** le montant brut de dividende versé au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le **31 décembre 2015** sera :*

** limité pour les 804 actions à droits particuliers concernés aux droits financiers correspondant à 402 actions, savoir limité à 201 actions pour chaque associé minoritaire personne physique le dividende brut par action étant calculé sur une base de 4013 actions en raison de la création d'action de catégorie « C » comme il est dit ci-avant (point a)*

** puis augmenté, à titre de dividende complémentaire, lequel reviendra exclusivement aux associés personne physique minoritaires, - à l'exclusion de l'associé majoritaire personne morale, la Société HOMAE - (ci-après « **le dividende complémentaire réservé** »), de la différence positive entre **le cumul de dividendes minimum garanti** et le **cumul de dividendes théorique**,). Il est précisé que toute différence négative entre **le cumul de dividendes minimum garanti** et le **cumul de dividendes théorique** ne donnera lieu à aucune régularisation en défaveur des associés minoritaires personnes physiques.*

Ainsi, dans cette hypothèse n° 2 deux résolutions devront être prises au titre de la distribution des dividendes dans le cadre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 Décembre 2015, savoir :

- *Une statuant sur la distribution brute selon la nouvelle répartition des droits financiers résultant de la création des actions de catégorie « B » et de catégorie « C » et,*

- *Une statuant sur la différence entre* ***le cumul de dividendes minimum garanti*** *et le* ***cumul de dividendes théorique*** *et sur la nécessité d'attribuer un* ***dividende complémentaire réservé*** *aux associés minoritaires personnes physiques. Dans l'hypothèse où un dividende complémentaire réservé devrait être attribué aux associés minoritaire personne physique, il sera voté une distribution brute supplémentaire totale égale à la différence positive entre* ***le cumul de dividendes minimum garanti*** *et le* ***cumul de dividendes théorique.***

Droits particuliers des actions de catégorie « C » dans l'affectation et répartition des bénéfices

Chaque action ***de catégorie « C »*** *à droits particuliers donnera lieu, pour la première fois, au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2015, et uniquement au titre de ces deux Assemblées Générales Ordinaires Annuelles, à une augmentation du droit à dividendes comme suit :*

- *Le montant brut de dividendes versé au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le* ***31 décembre 2014*** *et sur les comptes clos le* ***31 décembre 2015****, prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice (ligne DI du bilan passif de la liasse fiscale),complété éventuellement par le prélèvement sur les bénéfices des exercices antérieurs, des réserves et des primes d'émission ou d'apport (lignes DB, DE, DF du bilan passif de la liasse fiscale), sera relué pour les 3.209 actions à droits particuliers concernés aux droits financiers correspondant à 3.611 actions, étant précisé que le dividende brut par action sera calculé sur une base de 4013 actions (3611 revenant à HOMAE comme résultant de la création d'action de préférence de catégorie « C » et 402 revenant aux associés minoritaires personnes physique résultant de la création d'action de catégorie « B »).*

Le reste de l'article demeure inchangé.

Article 28 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Il est ajouté à la fin de l'article 28 ce qui suit :

« Dispositions spécifiques aux actions à droits particulier de catégorie « B » et « C » :

Les droits attachés à ces actions à droits particuliers dites de ***catégorie "B"*** *ne pourront être modifiées ou supprimées, y compris par suite de modifications ou d'amortissement du capital social, comme en cas de fusion ou scission de la Société, ou converties, par anticipation, en actions ordinaires, à raison d'UNE (1) action à droits particuliers pour UNE (1) action ordinaire, que par une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, avec ratification préalable par les actionnaires propriétaires des actions à droits particuliers de catégorie B lesquels seront réunis en Assemblée spéciale.*

Les droits attachés à ces actions à droits particuliers dites de ***catégorie "C"*** *ne pourront être modifiées ou supprimées, y compris par suite de modifications ou d'amortissement du capital social, comme en cas de fusion ou scission de la Société, ou converties, par anticipation, en actions ordinaires, à raison d'UNE (1) action à droits particuliers pour UNE (1) action ordinaire, que par une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, avec ratification préalable par les actionnaires propriétaires des actions à droits particuliers de catégorie C lesquels seront réunis en Assemblée spéciale.*

L'assemblée spéciale sera convoquée et délibérera dans les mêmes conditions de quorum et de majorité que les assemblées générales extraordinaires et conformément à la loi. Le premier représentant (président de l'assemblée) sera désigné par la première assemblée générale des titulaires d'action à droits particuliers. Chaque action à droits particuliers donne droit à une voix.

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

3 - Pouvoirs à donner

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, donne tous pouvoirs à Monsieur Franck CORNATON, Président, à l'effet de régulariser les actes et engagements susvisés, et ce aux charges et conditions ci-dessus énoncées et / ou au porteur d'originaux ou de copies des présentes, à l'effet de procéder à toutes formalités légales ensuite des présentes.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

-oOo-

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Frank CORNATON
Président

Christine RAPPAZ
Secrétaire

Christophe BARRIER

Jean-Michel VORGER

Scrutateurs

Copie Certifiée
Conforme à l'original
le Président

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
VILLEFRANCHE - TARARE

281876

Dénomination : ABAC INGENIERIE
Adresse : 241 rue Victor Hugo 69400 Villefranche-sur-saone - FRANCE-

n° de gestion : 1994B00255
n° d'identification : 399 144 971

n° de dépôt : A2014/001849
Date du dépôt : 08/08/2014

Pièce : Statuts mis à jour du 04/06/2014

281876

94 B255

ABAC INGENIERIE
Société par actions simplifiée au capital de 80.260 €uros
Siège social : 241, rue Victor Hugo
69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE

399 144 971 RCS VILLEFRANCHE-TARARE

Déposé au Greffe
du Tribunal de Commerce
de VILLEFRANCHE-TARARE
le 8 AOUT 2014
sous le n° 2014/1849

STATUTS

STATUTS MIS A JOUR LE 4 JUIN 2014

Certifié conforme
Le Président

Copie Certifiée Conforme à l'original
Le Président

ABAC INGENIERIE
Société par actions simplifiée au capital de 80.260 €uros
Siège social : 241, rue Victor Hugo – 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE
399 144 971 RCS VILLEFRANCHE-TARARE

STATUTS MIS A JOUR EN DATE DU 4 JUIN 2014 SUITE A LA CREATION D'ACTIONS A DROITS PARTICULIERS

La société ABAC INGENIERIE, société à responsabilité limitée constituée suivant acte s.s.p. en date à Villefranche-sur-Saône du 23 novembre 1994, enregistré à Lyon 1er arrondissement le 28 novembre 1994, bordereau 531 n° 12, a adopté la forme anonyme suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire du 24 juillet 1996. Elle a ensuite adopté la forme de société par actions simplifiée suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire du 24 juin 2004, dont les statuts sont établis ainsi qu'il suit :

TITRE 1

FORME – OBJET – DENOMINATION SIEGE SOCIAL - DUREE

Article 1 : FORME

Elle est régie par :

- les dispositions des articles L. 227-1 à L. 227-20 et L. 244-1 à L. 244-4 du Code de commerce,
- dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières aux sociétés par actions simplifiées, les dispositions relatives aux sociétés anonymes, à l'exception des articles L. 225-17 à L. 225-126 du Code de commerce, et les dispositions générales relatives à toute société des articles 1832 à 1844-17 du Code civil,
- les dispositions des présents statuts,
- les dispositions des pactes signés par les associés.

La société n'est pas et n'entend par devenir une société réputée faire publiquement appel à l'épargne, conformément aux dispositions de l'article L. 227-2 du Code de commerce.

Tout appel public à l'épargne lui est interdit.

Article 2 : OBJET

La société conserve pour objet, en France et à l'étranger :

- toutes études techniques concernant tous corps de métiers du bâtiment, l'expertise, la formation professionnelle et toutes prestations de services auprès des entreprises du bâtiment,
- et plus généralement toutes opérations commerciales, financières, administratives, mobilières et immobilières, participations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

Article 3 : DENOMINATION

La dénomination de la société est :

ABAC INGENIERIE

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège de la société reste fixé :

241, rue Victor Hugo
69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE

Il peut-être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe par une simple décision du président, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire et partout ailleurs en France par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Article 5 : DUREE

La durée de la société reste fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit à compter du 9 juin 1995, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

TITRE 2

CAPITAL – ACTIONS

Article 6 : FORMATION DU CAPITAL - APPORTS

- A la constitution, il a été apporté 50.000 francs en numéraire, à la société, laquelle somme de cinquante mille francs, a été intégralement versée au CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE à Villefranche-sur-Saône.
- Selon décision de l'assemblée générale extraordinaire du 24 juillet 1996, le capital a été porté à 401.300 francs par incorporation de réserves.
- Selon décision des actionnaires, réunis en assemblée générale extraordinaire du 24 juin 2004, le capital social a été augmenté de 19.082,21 euros par incorporation de réserves.

Article 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital de la société est ainsi fixé à quatre vingt mille deux cent soixante euros (80.260 €). Il est divisé en 4.013 actions de 20 euros chacune, entièrement libérées et toutes de même rang, à l'exception de la création d'actions à droits particuliers de catégorie « B » et « C ».

Article 8 : AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés, sur rapport du président de la société.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Le droit d'attribution d'actions nouvelles aux associés, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, l'assemblée générale statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

L'assemblée générale peut déléguer au président de la société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

Dispositions spécifiques aux actions de préférence :

En cas d'augmentation de capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, les actions nouvelles obtenues par l'exercice de droits ou de bons de souscription attachés aux actions à droits particuliers dites actions de **catégorie "B"** seront des actions à droits particuliers de **catégorie "B" et** les actions nouvelles obtenues par l'exercice de droits ou de bons de souscription attachés aux actions à droits particuliers dites actions de **catégorie "C"** seront des actions à droits particuliers de **catégorie "C" ;**

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, les actions attribuées en vertu des droits attachés aux actions à droits particuliers de **catégorie "B"** seront elles-mêmes des actions de **catégorie "B"** avec tous les droits particuliers qui y sont attachés et les actions attribuées en vertu des droits attachés aux actions à droits particuliers de **catégorie "C"** seront elles-mêmes des actions de **catégorie "C"** avec tous les droits particuliers qui y sont attachés.

Article 9 : REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire qui peut déléguer au président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la société en société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 10 : LIBERATION DES ACTIONS

Le montant des actions à souscrire en numéraire est payable au siège social ou aux caisses désignées à cet effet, savoir un quart au moins lors de la souscription, et le cas échéant, la totalité de la prime d'émission ; le solde restant à verser est appelé par le président aux conditions et modalités qu'il fixera, en une ou plusieurs fois, sans que la libération intégrale des actions puisse excéder un délai maximum de cinq ans. Au moment de la constitution de la société le capital social doit être libéré d'au moins la moitié du montant nominal des

actions de numéraire. Les appels de fonds sont effectués par lettre recommandée avec avis de réception adressée à chaque associé, quinze jours au moins à l'avance.

A défaut par l'associé de se libérer aux époques fixées par le président, les sommes exigibles sur le montant des actions souscrites par lui, portent intérêt de plein droit en faveur de la société au taux de l'intérêt légal à compter de l'expiration du mois qui suit la date de l'exigibilité, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure. De plus, pour obtenir le versement desdites sommes, la société dispose du droit d'exécution, du recours en garantie et des sanctions prévues par le Code de commerce.

Article 11 : FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes "nominatifs purs" ou des comptes "nominatifs administrés" au choix de l'associé.

Article 12 : INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les associés peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance le la société par lettre recommandée adressée au siège social, la société étant alors tenue de respecter cette convention pour toute assemblée générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

Article 13 : CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

1. La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

   La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

2. Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

3. En cas de pluralité d'associés toute cession d'actions à un tiers non associé est soumise à l'agrément préalable de la société.

   A cet effet, le cédant doit notifier au président de la société une demande d'agrément indiquant l'identification du cessionnaire (dénomination, siège social, capital, RCS,

composition des organes de direction et d'administration, identité des associés), le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une décision émanant des associés prise à la majorité prévue pour les assemblées générales extraordinaires, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, les autres associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, soit d'acquérir les actions dont la cession est envisagée, soit de les faire racheter par la Société qui devra les céder dans un délai de six mois ou les annuler.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

En cas de projet de rachat des actions par les associés, le président informe chacun d'eux, dans un délai de quarante jours à compter de la décision de refus d'agrément, du projet de cession. Tout associé désirant exercer son droit de rachat devra le notifier à la société dans un délai maximal d'un mois à compter de l'information communiquée par le président sur le projet de cession en précisant le nombre d'actions qu'il entend acquérir.

En cas de pluralité de candidatures d'associés, les actions seront réparties entre les candidats au prorata du nombre d'actions qu'ils détenaient lors de la notification à la société de la demande d'agrément, les rompus étant affectés au plus fort reste.

Si à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

4. Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

5. En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise aux conditions prévues au 3. ci-dessus.

6. La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à l'application des procédures définies au 3. ci-dessus.

Toute cession réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

Dispositions spécifiques aux actions de préférence :

La **cession d'actions à droits particuliers de catégorie "B"** et **« C »**, entre vifs, à quelque titre, sous quelque forme et au profit de quelque personne que ce soit, s'effectue conformément et dans le strict respect des dispositions des articles 13 à 14 des présents statuts.

Tout transfert d'actions à droits particuliers de **catégorie "B"** ou de **catégorie « C »** à un actionnaire titulaire d'actions de catégorie "A" ou à un tiers non actionnaire entraîne le déclassement des actions cédées, qui entrent alors de plein droit dans la catégorie des actions ordinaires dites de **catégorie "A".**

Article 14 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1. Chaque action donne droit, dans les **bénéfices distribuables**, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions fixées par les statuts.

   Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

   Il est expressément précisé que ce point 1 n'est pas applicable au titre des Assemblées générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 Décembre 2014 et le 31 Décembre 2015 en raison de la création des actions à droits particuliers de catégorie « B » et « C » dont les caractéristiques sont fixées ci-après.

   Ces actions à droits particuliers sont converties de façon temporaire et ponctuelle pour les distributions de dividendes intervenant lors des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et sur les comptes clos le 31 décembre 2015 **à l'exception de toute distribution exceptionnelle et tout droit au boni de liquidation.**

   Il est expressément précisé, à toutes fins utiles, que les dividendes versés lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2013 ne sont pas concernés par la modification des droits financiers ci-après énoncée.

   En d'autres termes, à l'exception des distributions de dividendes intervenant lors des assemblées générales ordinaire annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et sur les comptes clos le 31 décembre 2015, les actions à droits particuliers disposeront des mêmes droits à dividende que les actions ordinaires.

   Ces actions à droits particuliers sont créées pour une durée déterminée qui viendra à expiration le **30 septembre 2016**, sans que cette limitation de durée ne puisse porter atteinte au paiement effectif des dividendes avec limitation ou relution des droits financiers intervenant après cette date d'expiration si la mise en distribution desdits dividendes a été décidée antérieurement.

   A l'expiration de cette durée, les actions de préférence seront automatiquement converties en actions ordinaires à raison d'UNE (1) action à droit particuliers pour UNE (1) action ordinaire et l'ensemble des dispositions relatives à ces actions de catégorie « B » et « C » seront réputées non écrite dans les statuts.

   Droits particuliers des actions de catégorie « B » dans l'affectation et la répartition des bénéfices :

   Chaque action **de catégorie « B »** à droits particuliers donnera lieu, pour la première fois, au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2015, et uniquement au titre de ces deux Assemblées Générales Ordinaires Annuelles, à une limitation du droit à dividendes comme suit :

   - a) Le montant brut de dividendes versé au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le **31 décembre 2014**, prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice (ligne DI du bilan passif de la liasse fiscale), complété

éventuellement par le prélèvement sur les bénéfices des exercices antérieurs, des réserves et des primes d'émission ou d'apport (lignes DB, DE, DF du bilan passif de la liasse fiscale), sera limité pour les 804 actions à droits particuliers concernés aux droits financiers correspondant à 402 actions, savoir limité à 201 actions pour chaque associé minoritaire personne physique étant précisé que le dividende brut par action sera calculé sur une base de 4013 actions (3611 revenant à HOMAE comme il est dit ci-avant en raison de la création d'action de préférence de catégorie « C » dans les conditions ci-après définies et 402 revenant aux associés minoritaires personnes physique).

➢ b) Le montant brut de dividendes versé au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le **31 décembre 2015** prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice (ligne DI du bilan passif de la liasse fiscale), complété éventuellement par le prélèvement sur les bénéfices des exercices antérieurs, des réserves et des primes d'émission ou d'apport (lignes DB, DE, DF du bilan passif de la liasse fiscale) sera déterminé comme suit :

- **Hypothèse n° 1 :**

  Si le cumul des dividendes bruts versés à titre exceptionnel en date du 15 Janvier 2014,

  et des dividendes bruts versés au titre des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 avec limitation des droits financiers (ci-après « ***le cumul de dividendes théorique*** »)

  est supérieur ou égal au cumul des dividendes bruts qui auraient été versés au titre des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 si aucune limitation des droits financiers n'avait été réalisée, (ci-après, « ***le cumul de dividende minimum garanti*** »)

  alors, le montant brut de dividende versé au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le **31 décembre 2015** sera limité pour les 804 actions à droits particuliers concernés,

  aux droits financiers correspondant à 402 actions, savoir limité à 201 actions pour chaque associé minoritaire personne physique, le dividende brut par action étant calculé sur une base de 4013 actions en raison de la création d'action de catégorie « C » comme il est dit ci-avant (point a).

- **Hypothèse n° 2 :**

  Si le cumul des dividendes bruts versés à titre exceptionnel en date du 15 Janvier 2014,

  et des dividendes bruts versés au titre des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 avec limitation des droits financiers

  est inférieur au cumul des dividendes bruts qui auraient été versés au titre des Assemblées Générales Ordinaires Annuelles sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 si aucune limitation des droits financiers n'avait été réalisée, (ci-après, « ***le cumul de dividende minimum garanti*** »)

alors, le montant brut de dividende versé au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le **31 décembre 2015** sera :

* limité pour les 804 actions à droits particuliers concernés aux droits financiers correspondant à 402 actions, savoir limité à 201 actions pour chaque associé minoritaire personne physique le dividende brut par action étant calculé sur une base de 4013 actions en raison de la création d'action de catégorie « C » comme il est dit ci-avant (point a)

* puis augmenté, à titre de dividende complémentaire, lequel reviendra exclusivement aux associés personne physique minoritaires, - à l'exclusion de l'associé majoritaire personne morale, la Société HOMAE - (ci-après **« le dividende complémentaire réservé »),** de la différence positive entre ***le cumul de dividendes minimum garanti*** et le ***cumul de dividendes théorique,***). Il est précisé que toute différence négative entre **le *cumul de dividendes minimum garanti*** et le ***cumul de dividendes théorique*** ne donnera lieu à aucune régularisation en défaveur des associés minoritaires personnes physiques.

Ainsi, dans cette hypothèse n° 2 deux résolutions devront être prises au titre de la distribution des dividendes dans le cadre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 Décembre 2015, savoir :

-Une statuant sur la distribution brute selon la nouvelle répartition des droits financiers résultant de la création des actions de catégorie « B » et de catégorie « C » et,

-Une statuant sur la différence entre ***le cumul de dividendes minimum garanti*** et le ***cumul de dividendes théorique*** et sur la nécessité d'attribuer un ***dividende complémentaire réservé*** aux associés minoritaires personnes physiques. Dans l'hypothèse où un dividende complémentaire réservé devrait être attribué aux associés minoritaire personne physique, il sera voté une distribution brute supplémentaire totale égale à la différence positive entre ***le cumul de dividendes minimum garanti*** et le ***cumul de dividendes théorique.***

Droits particuliers des actions de catégorie « C » dans l'affectation et la répartition des bénéfices

Chaque action **de catégorie « C »** à droits particuliers donnera lieu, pour la première fois, au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2014 et au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le 31 décembre 2015, et uniquement au titre de ces deux Assemblées Générales Ordinaires Annuelles, à une augmentation du droit à dividendes comme suit :

- Le montant brut de dividendes versé au titre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle sur les comptes clos le **31 décembre 2014** et sur les comptes clos le **31 décembre 2015**, prélevé sur le bénéfice distribuable de l'exercice (ligne DI du bilan passif de la liasse fiscale), complété éventuellement par le prélèvement sur les bénéfices des exercices antérieurs, des réserves et des primes d'émission ou d'apport (lignes DB, DE, DF du bilan passif de la liasse fiscale), sera relué pour les 3.209 actions à droits particuliers concernés aux droits financiers correspondant à 3.611 actions, étant précisé que le dividende brut par action sera calculé sur une base de 4013 actions (3611 revenant à HOMAE comme résultant de la création d'action de préférence de catégorie « C » et 402 revenant aux associés minoritaires personnes physique résultant de la création d'action de catégorie « B »).

2. Chaque action donne droit, dans **l'actif social**, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions fixées par les statuts.

   Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par les lois et les statuts.

3. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

   Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

   La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la société.

4. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

TITRE 3

DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 15 : PRESIDENT

La société est dirigée et administrée par un président, personne physique ou morale, nommé pour une durée limitée ou non.

Le président est nommé, renouvelé, ou révoqué par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale ordinaire des associés. Sa rémunération est fixée de la même façon.

S'il est associé, le président prend part aux décisions relatives à sa nomination, sa révocation, son renouvellement ou sa rémunération.

Lorsqu'une personne morale est nommée président ou dirigeant, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux même conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président ou dirigeant en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président peut démissionner à tout moment, sous réserve de prévenir l'associé unique ou les associés trois mois au moins à l'avance.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions supérieur à trois mois, il est pourvu à son remplacement par l'associé unique ou les associés réunis en assemblée générale ordinaire.

Le président ne peut être révoqué que pour un motif grave par décision de la collectivité des associés, prise à la majorité des trois-quarts des voix des associés.

La révocation du président pourra donner lieu à indemnisation, en l'absence de motif grave établi.

Article 16 : POUVOIRS DU PRESIDENT

1. Le président assume, sous sa responsabilité, la direction de la société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social. Toutefois, il devra obtenir préalablement l'autorisation des associés, prise en assemblée générale extraordinaire, à l'effet de céder tout ou partie du fonds de commerce.

   Les décisions des associés limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

2. Dans ses rapport avec les tiers, le président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte-tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

   Le président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

Article 17 : DIRECTEURS GENERAUX

Sur proposition du président, l'assemblée générale peut nommer un ou plusieurs dirigeants, personnes physiques ou morales auxquelles peut être conféré le titre de directeur général.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par décision de l'associé unique ou l'assemblée générale ordinaire des associés. En cas de démission ou de révocation du président, le ou les autres dirigeants conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

La révocation sans juste motif pourra donner lieu à indemnisation.

Les directeurs généraux peuvent démissionner à tout moment, sous réserve de prévenir l'associé unique ou les associés trois mois au moins à l'avance.

L'assemblée générale détermine l'étendue et la durée des pouvoirs des directeurs généraux. A défaut, ils seront réputés disposer des mêmes pouvoirs que le président.

Article 18 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

1. Le président et le ou les directeurs généraux doivent aviser les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. Le commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires.

   Par dérogation aux dispositions du paragraphe précédent, lorsque la société n'a qu'un associé, il est seulement fait mention sur le registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et ses dirigeants.

   Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement, pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

2. Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux dirigeants de la société.

Article 19 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des associés.

Article 20 : COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président.

TITRE 4

DECISIONS COLLECTIVES

Article 21 : FORME DES DECISIONS

Les décisions des associés sont, au choix du président, prises en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite.

Toutefois devront être obligatoirement prises en assemblée toutes décisions nécessitant l'intervention du commissaire aux comptes ou d'un commissaire aux apports.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les associés, même absents.

Article 22 : CONVOCATION ET REUNIONS DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le président, soit par un mandataire désigné par le président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant 50 % au moins du capital.

Elles peuvent également être convoquées par le commissaire aux comptes.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite quinze jours avant la date de l'assemblée soit par télécopie, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque associé.

Le commissaire aux comptes est convoqué à toutes les assemblées générales ordinaires statuant sur les comptes de l'exercice et à toutes les assemblées générales extraordinaires, par lettre recommandée avec avis de réception, quinze jours au moins avant la date de ladite assemblée.

Lorsqu'une assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée sont convoquées dans les mêmes formes que la première et la convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

Article 23 : ORDRE DU JOUR

1. L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.
2. Un ou plusieurs associés, représentant au moins 50% du capital social ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

3. L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation.

Article 24 : ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

1. Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.

2. Un associé ne peut se faire représenter que par un autre associé justifiant d'un mandat.

Article 25 : TENUE DE L'ASSEMBLEE – BUREAU – PROCES-VERBAUX

1. A moins que tous les associés présents et les mandataires n'aient signés le procès verbal, une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

2. Les assemblées sont présidées par le président ou, en son absence par une personne déléguée à cet effet par l'assemblée.

   En cas de convocation par mandataire de justice, l'assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut l'assemblée élit elle-même son président.

   L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

3. Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire et établis sur un registre spécial conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le président.

Article 26 : QUORUM – VOTE

1. Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi ou des présents statuts.

2. Chaque action donne droit à une voix.

3. Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou à scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée ou les associés.

Article 27 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions autres que celles qui sont réservées à la compétence de l'assemblée générale extraordinaire par la loi et les présents statuts.

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Article 28 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la société en société d'une autre forme, civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'assemblée générale extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, les deux tiers et sur deuxième convocation, la moitié des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité des trois quarts des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

En outre, toutes décisions visant à augmenter les engagements des associés ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.

Dispositions spécifiques aux actions à droits particulier de catégorie « B » et « C » :

Les droits attachés à ces actions à droits particuliers dites de **catégorie "B"** ne pourront être modifiées ou supprimées, y compris par suite de modifications ou d'amortissement du capital social, comme en cas de fusion ou scission de la Société, ou converties, par anticipation, en actions ordinaires, à raison d'UNE (1) action à droits particuliers pour UNE (1) action ordinaire, que par une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, avec ratification préalable par les actionnaires propriétaires des actions à droits particuliers de catégorie B lesquels seront réunis en Assemblée spéciale.

Les droits attachés à ces actions à droits particuliers dites de **catégorie "C"** ne pourront être modifiées ou supprimées, y compris par suite de modifications ou d'amortissement du capital social, comme en cas de fusion ou scission de la Société, ou converties, par anticipation, en actions ordinaires, à raison d'UNE (1) action à droits particuliers pour UNE (1) action ordinaire, que par une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, avec ratification préalable par les actionnaires propriétaires des actions à droits particuliers de catégorie C lesquels seront réunis en Assemblée spéciale.

L'assemblée spéciale sera convoquée et délibérera dans les mêmes conditions de quorum et de majorité que les assemblées générales extraordinaires et conformément à la loi. Le premier représentant (président de l'assemblée) sera désigné par la première assemblée générale des titulaires d'action à droits particuliers. Chaque action à droits particuliers donne droit à une voix.

Article 29 : DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

TITRE 5

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX
AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 30 : EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 01 janvier de chaque année et se termine le 31 décembre suivant.

Article 31 : INVENTAIRE – COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce,

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre 2 du Livre 1er du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant le rapport sur la gestion du groupe lorsque la société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Article 32 : AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves soit pour fournir ou compléter un dividende, soit au titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 33 : MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorité de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de I'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE 6

CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL TRANSFORMATION – DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 34 : CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 35 : TRANSFORMATION

La société peut se transformer en une société d'une autre forme si, au moment de la transformation elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les associés les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant associés commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

Article 36 : DISSOLUTION – LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'assemblée générale des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

TITRE 7

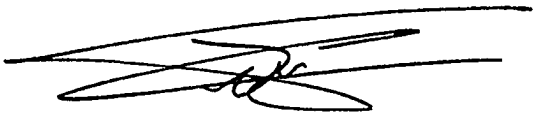
CONTESTATIONS

Article 37 : CONTESTATIONS

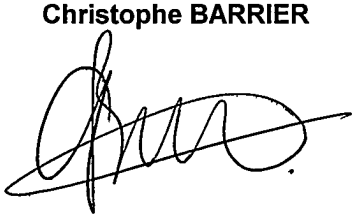
Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, le président et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi française et soumises à la juridiction du Tribunal de Commerce du siège social.

Le 28 mai 2014
A

Frank CORNATON



Christophe BARRIER



Jean-Michel VORGER

